ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 20 février 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications", a donné le 27 mai 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 februari 1992 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie", heeft op 27 mei 1992 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

1. Avant l'alinéa 1er, il convient d'ajouter un alinéa relatif au fondement légal du projet et rédigé comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967".

2. A l'alinéa 1er du projet, devenant l'alinéa 2, les mots "les articles 71, 72 et 73", doivent être remplacés par les mots "les articles 71, 72, 73 et 74".

Alinéa 3.

Il y a lieu d'insérer, entre les alinéas 3 et 4 du projet, un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 6 mai 1992;".

Proposant.

Le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,".

L'article 100 et la formule de signature doivent être rédigés de la même manière.

Dispositif.

Titres Ier et II.

Ces deux titres doivent être groupés sous un titre Ier intitulé : "Titre Ier. Dispositions générales".

Article 1er.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "institut" : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

2° "ministre" : le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions;

3° "agent" : toute personne qui, à l'essai ou à titre définitif, fait partie du personnel de l'institut".

Article 2.

Il est superflu de rappeler à l'alinéa 1er que l'article 73, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, prévoit que la situation administrative et pécuniaire d'un membre du personnel statutaire de l'institut ne peut jamais être moins favorable que celle d'un agent revêtu d'un grade équivalent de la Régie des télégraphes et des téléphones à la date qui précède celle de l'entrée en vigueur dudit article. En effet, toute disposition contraire à cette règle serait entachée d'illégalité.

L'article 2 serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Art.2. Le présent statut est applicable à tout agent de l'institut.

Il régit également l'accès, à l'essai ou à titre définitif, aux emplois de l'institut".

Articles 3 et 4.

1. Il est plus clair de grouper les différents alinéas des articles 3 et 4 par objet et d'en faire des articles distincts. Cette manière de procéder entraînera, toutefois, un décalage dans la numérotation des articles du projet (1).

2. L'alinéa 7 de l'article 3, § 1er, est dépourvu de portée réglementaire : il doit être omis.

Le texte suivant est, dès lors, proposé :

"Art. 3. § 1er. Les agents sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend trois niveaux, subdivisés en rangs.

§ 2. Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie.

---

(1) Concordance entre les articles en projet et les articles du projet.

| | |
|---|---|
| art. 3, § 1er | art. 3, § 1er, al. 1er. |
| art. 3, § 2, al. 1er | art. 3 § 1er, al. 2 |
| art. 3, § 2, al. 2 | art. 3, § 1er, al. 4 |
| art. 4, al. 1er | art. 3, § 2 |
| art. 4, al. 2 | art. 3, § 1er, dernier alinéa. |
| art. 5 | art. 3, § 3 |
| art. 6 | art. 3, § 1er, al. 3 |
| art. 7 | art. 3, § 1er, al. 5 |
| art. 8 | art. 3, § 1er, al. 6 |
| art. 9 | art. 4. |

Le rang détermine l’importance relative d’un grade dans son niveau.

Art. 4. Le grade est le titre qui situe l’agent à un rang et qui l’habilite à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades d’un même rang sont dénommés "grades équivalents".

Art. 5. Les grades que peuvent porter les agents de l’institut sont répartis entre les différents niveaux et rangs, conformément à l’annexe I.

Art. 6 Les niveaux des grades que peuvent porter les agents de l’institut sont numérotés de 1 à 3, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Art. 7. Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres. Le chiffre de gauche indique le niveau; celui de droite situe le rang dans le niveau.

Art. 8. Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au grade le plus élevé.

Art. 9. Les agents du niveau 1 sont nommés par le ministre.

Les agents des niveaux 2 et 3 sont nommés par le ministre ou par l’administrateur général lorsqu’il lui en a délégué le pouvoir".

Article 5 (devenant l'article 10).

S'il est recommandé de placer en annexe d'un arrêté des dispositions qu'il est, en raison de leur présentation, difficile d'intégrer dans le dispositif proprement dit, l'utilisation d'un tel procédé ne se justifie pas, en l'espèce, puisque l'annexe III est une liste ne comportant que deux grades. Il est donc proposé de supprimer l'annexe III et de rédiger l'article 5 comme suit :

"Art. 10. Le ministre désigne, par voie de mandat, les titulaires des grades d'administrateur général et de directeur général".

*

Le titre III devient le titre II. La numérotation des autres titres doit être modifiée en conséquence.

*

Il y a lieu d'écrire : "Chapitre Ier. - Dispositions générales".

*

Article 6 (devenant l'article 11).

La disposition fixe les conditions particulières d'accès que doit remplir tout candidat à un emploi à l'institut.

Le paragraphe 1er, 2°, vise, notamment, les agents recrutés à des fonctions spécialisées. Il n'y a pas lieu de viser ces agents dans le présent projet, car le projet, sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis L. 21.487/9 et qui leur est spécialement consacré, fixe, de manière complète, les conditions à remplir pour être recruté.

Le paragraphe 2 utilise le terme "sélection". Les délégués du ministre n'ont pu donner d'explications sur la portée de cette disposition, ni citer d'exemple de son application. Ils considèrent que le concours est le procédé normal et suffisant pour satisfaire aux besoins de l'institut.

L'on relève aussi qu'un projet particulier autorise le recrutement de contractuels, à savoir le projet sur lequel le Conseil d'Etat est appelé à donner son avis et qui est pendant devant la section de législation sous le n° L. 21.481/9. Il s'ensuit qu'il peut être recouru à trois procédés différents de recrutement : le concours, le recrutement sur titres et le contrat.

Dans ces conditions, le paragraphe 2 peut être omis.

Par ailleurs, le texte suivant est proposé :

"Art. 11. Nul ne peut être nommé agent de l'institut s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° réunir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;

2° avoir réussi le concours de recrutement;

3° pour les agents définitifs, avoir accompli avec succès la période d'essai imposée;

4° justifier, selon les modalités déterminées par Nous, de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à conférer".

Article 7 (devenant l'article 12).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 12. Nul ne peut être nommé agent de l'institut s'il ne remplit les conditions d'admissibilité ci-après :

1° pour l'exercice des fonctions qui impliquent une participation à l'exercice de la puissance publique, être Belge ou, pour l'exercice des autres fonctions, être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux obligations de milice;

5° n'avoir pas atteint l'âge de cinquante ans à la date fixée conformément à l'article (14), alinéa 1er;

6° pour certains emplois, être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études en rapport avec le grade à conférer.

Le ministre détermine parmi les diplômes ou certificats d'études mentionnés à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, ceux qui sont requis pour certains emplois".

Article 8 (devenant l'article 13).

La disposition devrait figurer en tête du chapitre II relatif aux concours de recrutement.

Elle serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 13. Les concours de recrutement sont organisés pour la nomination aux grades énumérés à l'annexe II".

Article 9 (devenant l'article 14).

La disposition serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 14. Les candidats doivent satisfaire à la condition d'âge le dernier jour du mois qui précède celui au cours duquel le concours du recrutement est annoncé.

Les agents déjà en service sont dispensés de la condition d'âge lorsqu'ils se portent candidats à un emploi correspondant à un des grades énumérés à l'annexe II".

Articles 10, 11 et 12, § 1er.

Selon les délégués du ministre, la répartition des compétences entre le ministre qui a la tutelle de l'institut et le Secrétariat permanent au recrutement serait la suivante :

- le ministre déciderait du moment où le concours devrait être organisé; il en arrêterait le programme et désignerait les membres du jury.

- Le Secrétariat permanent au recrutement serait chargé de l'organisation du concours, de la publication de l'appel aux candidats, de la communication des résultats du concours etc., l'institut ne désirant pas assumer cette tâche en raison de sa taille réduite.

L'article 11 donne au ministre le pouvoir de désigner les membres du jury. En principe, c'est le secrétaire permanent au recrutement, chargé d'organiser les

concours, qui désigne les membres du jury et le préside. Les tempéraments que peut subir cette règle sont les suivants :

1. Statut du 2 octobre 1937 - article 21 :

> "Le secrétaire permanent au recrutement organise les concours de recrutement.
>
> Il peut toutefois, avec l'accord du ministre intéressé, confier tout ou partie de l'organisation de ces concours au secrétaire général, au chef de l'administration dont relève le service pour lequel le recrutement doit avoir lieu ou au chef d'administration sous l'autorité directe duquel est placé le service intéressé".

Si le secrétaire permanent a délégué son pouvoir sur la base de l'article 21, alinéa 2, son délégué désigne les membres du jury (article 4, 1°, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat).

2. Aux termes de l'article 11 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 précité :

> "Lorsque les conditions propres à certains concours ou examens requièrent une meilleure adaptation du jury, l'autorité qui désigne les membres du jury peut réduire ou augmenter le nombre des assesseurs et remplacer un ou plusieurs membres par des personnalités particulièrement qualifiées en raison de leur compétence ou de leur spécialisation".

Des textes qui précèdent, il résulte qu'en tout état de cause, l'initiative dans la désignation des membres du jury appartient au Secrétariat permanent au recrutement, lorsque celui-ci est chargé d'organiser les concours.

De deux choses l'une : ou bien l'institut, nonobstant sa taille réduite, organise, lui-même, les concours de recrutement, ce qui permet au ministre de choisir le jury; ou bien l'auteur du projet décide de rendre l'arrêté du 17 septembre 1969 précité, éventuellement adapté, applicable à l'institut, ce qui nécessite une modification du projet d'arrêté royal relatif à l'application au personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications de certaines dispositions réglementaires applicables au personnel des organismes d'intérêt public, projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis L. 21.482/9.

Il suit de ce qui précède que les dispositions examinées doivent être fondamentalement revues.

Il s'ensuit aussi que la numérotation des articles suivants devra être adaptée par les auteurs du projet, ainsi que la référence qui y sera faite dans les dispositions de celui-ci.

Article 12.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, chaque paragraphe ne comportant qu'un alinéa.

2. Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les lauréats d'un concours conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date d'approbation du procès-verbal du concours".

Article 13.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 13. § 1er. Les lauréats d'un concours de recrutement entrent en service dans l'ordre de leur classement".

2. La première phrase du paragraphe 1er, alinéa 3, trouverait mieux sa place dans l'alinéa 2. Quant à la seconde phrase, il est proposé de la rédiger comme suit :

"Les lauréats qui demandent, pour d'autres raisons, à ajourner leur entrée en fonction, perdent, en cas d'acceptation de leur demande, le bénéfice de leur classement et ne peuvent être admis à l'essai qu'en cas de vacance d'un emploi avant l'expiration du délai de validité du concours".

3. Le paragraphe 2 règle le cas des agents admis en service avant la vérification de leurs aptitudes physiques. Il prévoit, notamment, que les candidats déclarés inaptes sont licenciés. Le projet ne prévoit pas de préavis.

Aux termes de l'article 73, § 3, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques,

> "La situation administrative et pécuniaire d'un membre du personnel statutaire de l'Institut ne peut jamais être moins favorable que celle d'un agent revêtu d'un grade équivalent à la Régie des Télégraphes et des Téléphones à la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article",

soit le 26 mars 1991 (article 128, alinéa 1er, de ladite loi du 21 mars 1991).

L'article 11, § 1er, alinéa 3, des statuts de la Régie des télégraphes et des téléphones dispose :

"Les agents licenciés ont droit à un préavis dont la durée correspond à la durée minimum exigée dans leur cas pour bénéficier des allocations de chômage. Lorsqu'ils sont en incapacité de travail durant cette période, il leur est payé un traitement pendant la période nécessaire pour couvrir la période de stage de l'assurance maladie-invalidité, secteur indemnité".

Selon les délégués du ministre, une disposition équivalente à celle citée ci-dessus n'a pas été introduite dans le projet en raison de certaines dispositions de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, publiée au Moniteur belge du 1er août 1991; le chapitre II de cette loi, intitulé "Assujettissement de certains agents du secteur public et de l'enseignement subventionné libre à l'assurance contre le chômage, à l'assurance maladie (secteur des indemnités) et à l'assurance maternité", prévoit, en ses articles 7 à 13, notamment le paiement par l'employeur des cotisations nécessaires pour être admis au bénéfice des allocations de chômage et au bénéfice du régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en faveur de toute personne "dont la relation de travail dans un service public ou tout autre organisme de droit public prend fin parce qu'elle est rompue unilatéralement par l'autorité ou parce que l'acte de nomination est annulé, retiré, abrogé ou non renouvelé".

Les délégués ont cependant admis que le paiement desdites cotisations ne peut être assimilé à un préavis. En effet, celui-ci comporte d'autres avantages que la mise en règle de l'agent vis-à-vis de la sécurité sociale : pendant la durée du préavis, l'agent reçoit son traitement et il a le temps de rechercher un autre emploi.

La situation faite aux agents de l'institut est donc moins favorable que celle des agents de la Régie des télégraphes et des téléphones se trouvant dans les mêmes conditions (2).

Il suit de ce qui précède que la disposition en projet doit prévoir un préavis, sous peine de méconnaître l'article 73, § 3, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée.

---

(2) Pour les agents de l'Etat, la règle est la suivante (article 27, § 2, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937) :

"Sauf dans les cas déterminés par Nous, le lauréat est admissible à la nomination avant la vérification de son aptitude physique. S'il ne satisfait pas à cette condition, il est démis d'office. Au plus tard à la date de cette démission d'office, il est conclu avec l'intéressé un contrat de travail à durée déterminée, celle-ci étant égale à la durée minimum exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage. Lorsqu'il est dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours ce contrat ou lorsqu'il le devient pendant l'exécution de celui-ci, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le deuxième cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités.
Lorsqu'il est dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours le préavis ou lorsqu'il le devient pendant la période de préavis, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le deuxième cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités".

Article 14.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. ....  Au moment de leur entrée en fonction, les agents sont tenus de prêter serment, dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative.

Les agents du niveau 1 prêtent serment entre les mains du ministre.  Les agents des niveaux 2 et 3 prêtent serment entre les mains de l'administrateur général ou du fonctionnaire désigné par le ministre".

Article 15.

Paragraphe 1er.

1.  A l'alinéa 1er, le terme "effectif" manque de précision.  Comme en ont convenu les délégués du ministre, ce terme ne signifie pas qu'aucune absence ne sera tolérée.

Le texte doit, dès lors, être revu en conséquence.

2. L'alinéa 2 ne restreint pas seulement le champ d'application de la règle énoncée à l'alinéa 1er, mais aussi celui de toutes les autres règles contenues dans le chapitre IV du projet. Aussi est-il proposé d'en faire un article distinct, introduit à la fin dudit chapitre et libellé comme suit :

"Art. .... Le présent chapitre ne s'applique pas à la nomination définitive aux grades :

1° d'administrateur;

2° de conseiller ou d'ingénieur conseiller, lorsque la personne recrutée est un agent déjà en service titulaire d'un grade du rang 24".

Paragraphe 2.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, il y a lieu de prévoir que l'autorité compétente pour prolonger l'essai est celle investie du pouvoir de nomination.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de prévoir que la décision de l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination doit être motivée, cette obligation étant déjà imposée par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

En conséquence, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut prolonger cette période d'essai à concurrence de six mois au maximum".

Article 16.

La disposition utilise la notion de "supérieur immédiat du niveau 1". Dans la suite du projet, il est aussi question du "supérieur hiérarchique immédiat".

Ces notions nécessitent une appréciation in concreto, de nature à multiplier les litiges.

Il serait, dès lors, préférable de recourir à la notion de "supérieur hiérarchique désigné par le ministre" qui garantit davantage la sécurité juridique.

Cette manière de procéder n'empêchera évidemment pas le ministre de désigner comme supérieur hiérarchique, pour l'application de la disposition examinée, le supérieur immédiat du niveau 1.

Par ailleurs, le texte suivant est proposé :

"Art. .... § 1er. A l'expiration de la période d'essai, le supérieur hiérarchique désigné par le ministre établit un rapport circonstancié sur la manière de servir de l'agent à l'essai.

Dans les dix jours qui précèdent la fin de la période d'essai, ce rapport doit être visé par l'agent qu'il concerne et transmis pour décision, par la voie hiérarchique, à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

§ 2. Le rapport visé au paragraphe 1er propose, selon le cas :

1° la nomination définitive de l'agent;

2° la prolongation de la période d'essai;

3° le licenciement de l'agent;

4° la réintégration de l'agent dans son ancien grade à l'institut.

En cas de prolongation de la période d'essai, un nouveau rapport circonstancié est établi, à l'expiration de l'essai, sur la manière de servir de l'agent.

Le licenciement de l'agent ou sa réintégration dans son ancien grade à l'institut peuvent être proposés pendant la période d'essai, s'il est suffisamment établi que l'agent ne satisfait pas ou ne pourra satisfaire aux exigences du service".

Article 17.

Il y a lieu d'écrire :

"Art. ... . Les propositions visées à l'article (16), § 2, 2°, 3° et 4° ...".

Article 18.

A la fin de la disposition, les mots "conformément à l'article 4" doivent être omis.

Par ailleurs, il y a lieu de se référer à l'observation relative au préavis à respecter, formulée à propos de l'article 13 du projet.

Articles 20 à 26.

Les articles 20 à 26 reproduisent, à très peu de chose près, les articles 7 à 13 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tels qu'ils étaient rédigés avant leur dernière modification par l'article 3 de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat, publié au Moniteur belge du 24 décembre 1991.

Les délégués du ministre ont confirmé que l'intention de celui-ci est de maintenir les textes du projet sans

vouloir les adapter à la modification apportée à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité par celui du 22 novembre 1991.

Article 26.

Il est proposé de rédiger la disposition de la manière suivante :

"Art. ... . Indépendamment de l'application des lois pénales, toute contravention aux dispositions du présent titre est punie de l'une des peines disciplinaires prévues à l'article (29)".

Article 27.

La disposition en projet autorise le ministre à arrêter le règlement d'exécution du titre IV.

Toutefois, en vertu de l'article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Roi a reçu délégation de la loi pour fixer le statut et le cadre des organismes dont fait partie l'institut.

Il s'agit là d'une délégation de pouvoir consentie exclusivement au Roi.

Conformément aux principes généraux applicables en matière de délégations de pouvoir, le Roi ne peut subdélé-

guer à un ministre un pouvoir qui Lui a été attribué, en propre, par la loi que dans la mesure où il ne s'agit que de permettre à ce ministre de prendre des mesures accessoires ou de détail.

En prévoyant que le ministre arrête le règlement d'exécution de dispositions qui ont pour objet les devoirs des agents, l'article en projet ne peut s'interpréter que comme autorisant le ministre à régler l'étendue de ces devoirs, et non simplement des mesures accessoires ou de détail.

Il suit de ce qui précède que la disposition doit être omise.

Titre VI. - Du régime disciplinaire.

1. Comme il vient d'être indiqué à propos de l'article 27, c'est au Roi et non au ministre qu'il revient légalement d'organiser, de façon complète, le déroulement de la procédure disciplinaire. On relève, notamment, que le projet ne prévoit pas de proposition de peine provisoire, ni d'intervention du conseil de direction. L'instauration de la "suspension dans l'intérêt du service", mesure d'ordre fréquemment utilisée, pendant le cours de la procédure disciplinaire, n'est pas davantage prévue.

Les dispositions de ce titre doivent, dès lors, être entièrement revues afin de pallier ces lacunes.

2. Le Conseil d'Etat croit, toutefois, devoir faire, dès à présent, les observations particulières suivantes :

a) A l'article 34, alinéa 2, il est prévu que

> "Quel que soit le résultat de ces actions, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires".

Une telle disposition énonce une règle qui est excessive dans la mesure où il est prévu que l'autorité administrative pourrait toujours prononcer une peine disciplinaire, quel que soit le résultat de l'action pénale alors que s'il ressort, par exemple, d'un jugement ou d'un arrêt que l'intéressé n'a pas commis les faits qui lui sont reprochés, une telle décision lie l'autorité disciplinaire.

La disposition doit être omise. Son omission n'empêcherait pas, au demeurant, le juge disciplinaire de punir celui qui a été acquitté parce que le fait ne constitue pas une infraction pénale, et de ne pas punir, le cas échéant, celui qui a été condamné pénalement.

b) L'article 35 du projet reproduit l'article 80 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Des dispositions plus récentes ont cependant substitué à a notion de "radiation", celle, plus

juste dès lors que la mesure a un caractère automatique, d'"effacement" : il en est ainsi, notamment, des articles 619 et 620 du Code d'instruction criminelle, modifiés par les lois du 7 avril 1964 et du 9 janvier 1991 relatives à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale. La notion de "radiation" est, par ailleurs, particulièrement ambiguë, puisqu'elle sert également, dans d'autres statuts disciplinaires, à désigner une sanction.

Il est donc proposé de substituer la notion d'"effacement" à celle de "radiation".

Articles 37 à 43.

Tenant compte de l'intention des auteurs du projet de prendre pour modèle l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, dans l'état qui était le sien avant l'arrêté royal du 22 novembre 1991 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"Art. ... Le signalement est obligatoire pour tout agent définitif classé dans un rang inférieur au rang 15.

Il a pour objet de renseigner l'institut sur la valeur, les aptitudes, le rendement et les mérites de ses agents.

Art. ... Le signalement est attribué annuellement par le conseil de direction.

.../...

Art. ... . Les appréciations émises dans le bulletin de signalement sont synthétisées par l'une des mentions suivantes, laquelle constitue le signalement proprement dit : "très bon", "bon" et "insuffisant" (3).

Art. ... . Le supérieur hiérarchique compétent désigné par le ministre propose le signalement qu'il estime devoir attribuer à chaque agent. Il se sert, à cette fin, pour chacun des agents, d'un bulletin dont le modèle est arrêté par Nous.

Art. ... . Tout agent peut prendre connaissance de son dossier de signalement.

Ce dossier contient la relation de tous faits ou toutes constatations précises, susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

Ces relations et constatations ne peuvent, toutefois, avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Elles doivent être visées par les intéressés au moment où elles sont consignées au dossier.

---

(3) Conformément à l'article 73, § 3, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la situation administrative du personnel statutaire de l'institut ne peut jamais être moins favorable que celle du personnel de la R.T.T. Comme ce dernier personnel ne peut faire l'objet d'un signalement "mauvais" en vertu de son statut (arrêté royal du 8 juillet 1977, article 39), la mention de signalement "mauvais" ne peut être prévue dans la disposition en projet.

Art. ...  Les propositions d'attribution de signalement sont obligatoirement soumises au visa de l'intéressé avant d'être transmises au conseil de direction.

Lorsque le conseil de direction s'écarte de la proposition du supérieur hiérarchique compétent, il émet un avis motivé.  Cet avis est notifié à l'agent.

Si l'agent s'estime lésé par la mention de signalement qui lui est attribué, il peut saisir la chambre de recours.

Art. ...  Le signalement est attribué pour la première fois à l'agent dans l'année de sa nomination définitive en qualité d'agent de l'institut.

Un nouveau signalement est attribué à l'agent si, depuis l'attribution de son dernier signalement, il a été nommé à un grade autre que celui dont il était titulaire au moment de cette attribution.  Le nouveau signalement doit être attribué dans les six mois de cette nomination.

Le signalement dont l'agent est titulaire est pris en considération pour la promotion ou le changement de grade, lorsque le nouveau signalement visé à l'alinéa 2 ne lui a pas encore été attribué".

Article 43.

Il y a lieu de se référer à l'observation faite à propos de l'article 27.

Article 44.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ... . Il est institué une chambre de recours. Elle connaît des recours en matière disciplinaire, des demandes en révision de signalement et des autres mesures ou propositions dont elle peut être saisie en application des dispositions du présent statut ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci".

Article 45.

La seconde phrase doit constituer un alinéa distinct.

Par ailleurs, les termes "régime linguistique" doivent être remplacés par les mots "rôle linguistique".

Article 46.

1. De l'accord des délégués du ministre et compte tenu des explications qu'ils ont données, il faut écrire dans la dernière phrase du 2°, alinéa 1er :

"A défaut d'agents satisfaisant à une de ces conditions, il peut y être dérogé".

2. A l’alinéa 2 du 2°, le texte doit préciser de quel comité de secteur il s’agit.

3. L’alinéa 3 du 2° prévoit que "Le refus d’agrément est soumis à l’avis du comité de secteur précité".

Donner un pouvoir d’agrément au ministre pour soumettre ensuite l’exercice de cette compétence au contrôle de l’organisme qui formule les propositions soumises à l’agrément pourrait laisser croire que le dernier mot en la matière échapperait à l’administration.

Aussi, mieux vaut écrire :

"Lorsque le ministre se propose de refuser l’agrément, il prend préalablement l’avis du comité de secteur précité".

4. Enfin, la présentation de l’article 46 en projet n’est pas claire.

Le Conseil d’Etat propose de le rédiger de la manière suivante :

"Art. ... . Chaque section de la chambre de recours comprend un président, des assesseurs, un greffier rapporteur et des suppléants.

Le président, magistrat, est nommé par le ministre.

Les assesseurs sont choisis parmi les agents définitifs ... (la suite comme au projet, en fusionnant les alinéas et en tenant compte des observations ci-avant).

Le greffier rapporteur est désigné par le ministre. Il n'a pas voix délibérative.

Les suppléants du président, des assesseurs et du greffier rapporteur sont désignés de la même manière que ceux-ci".

Article 47.

La disposition qui énonce une évidence doit être omise.

Article 48.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ... . Les assesseurs effectifs ou suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un rang au moins égal à celui du requérant".

Article 50.

Dans le texte français, mieux vaut écrire : "En cas de partage des voix, l'avis est tenu pour favorable au requérant".

Article 51.

L’alinéa 1er prévoit que l’avis de la chambre de recours est "dans tous les cas" suivi d’une décision du ministre et qu’en outre le ministre "motive toute décision non conforme à l’avis".

Les termes "dans tous les cas" peuvent paraître équivoques. Par ailleurs, toute décision, qu’elle soit conforme ou non à l’avis, doit être motivée en vertu de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... . Lorsque l’agent a introduit un recours contre une proposition ou une décision le concernant devant la chambre de recours et que l’avis de celle-ci lui est favorable, la décision du ministre est notifiée à la chambre de recours.

Lorsque la chambre de recours émet un avis défavorable au requérant à la suite d’un recours contre une décision, celle-ci est maintenue.

Lorsque la chambre de recours émet un avis défavorable au requérant à la suite d’un recours contre une proposition, l’autorité compétente prend la décision".

Article 52.

L’article 52 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. .... La chambre de recours établit son règlement d’ordre intérieur, avec l’approbation du ministre".

Article 53.

La disposition en projet appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l’article 27.

Article 54.

1. L’alinéa 1er prévoit que le Roi peut "sur proposition du ministre" prendre des dispositions particulières. Une telle règle, qui peut trouver sa place dans le statut des agents de l’Etat puisque l’administration centrale comprend plusieurs départements ministériels, ne se conçoit pas en l’espèce, s’agissant d’un organisme unique.

Il y a donc lieu d’omettre les mots "A défaut de dispositions particulières prises par Nous".

2. Dans le texte français, à l’alinéa 2, le mot "décisive" doit être remplacé par le mot "prépondérante".

Article 55.

La disposition est superflue et doit être omise.

Article 58.

En ce qui concerne l'alinéa 2, il est renvoyé à l'observation qui a été faite à propos des articles 11 et 12, § 1er.

Article 60.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. ... . Le mandat est la désignation, pour un terme de six ans renouvelable, d'un agent à l'un des emplois visés à l'article 5".

Article 62.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art ... . La promotion en carrière plane consiste en des nominations successives d'un agent à des grades d'un rang de plus en plus élevé d'un même niveau, sans qu'il existe des emplois permanents vacants des grades à conférer et sans que l'intéressé doive faire acte de candidature".

Chapitre II.

L'intitulé "De la promotion de grade" est tautologique. Mieux vaut écrire : "Chapitre II. - De la promotion".

Articles 64 à 67.

Le principe est celui du concours ou de l'examen; la promotion au choix est l'exception. Il y a donc lieu de placer l'article 67 du projet en tête du chapitre.

Les textes suivants sont proposés :

"Art. ...(4). § 1er. La promotion à un grade du niveau 2 est subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen.

Le ministre détermine les conditions de participation et de réussite des concours et examens, le programme des épreuves, l'ordre dans lequel les lauréats sont classés, la procédure à suivre pour la promotion et la durée de validité des concours et examens.

§ 2. Pour être promus à un grade du rang 24, les lauréats doivent compter une ancienneté de niveau de trois ans au moins.

---

(4) Art. 67 du projet.

§ 3. Pour être promus à un grade du rang 21, les lauréats doivent compter une ancienneté de grade de trois ans au moins".

"Art. ...(5). Peuvent être promus au grade d'administrateur, les agents titulaires d'un grade des rangs 14, 13 et 12 qui comptent une ancienneté de sept ans au moins dans le niveau 1 et possèdent le diplôme requis pour être nommés par recrutement au grade de conseiller ou à celui d'ingénieur conseiller".

"Art. ...(6). Par dérogation à l'article ..., peuvent être promus au grade de contrôleur en chef, les agents titulaires du grade de contrôleur qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins".

"Art. ... (2). Par dérogation à l'article (...), peuvent être promus au grade de contrôleur, les agents titulaires d'un grade du rang 21 qui comptent une ancienneté de niveau de trois ans au moins".

---

(5) Art. 64 du projet.

(6) Art. 65 du projet, présenté en deux articles distincts.

"Art. ...(7). § 1er. Le ministre détermine les modalités selon lesquelles la vacance d'un emploi à conférer par une promotion qui n'est pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés.

Sont seuls pris en considération, les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai fixés par le ministre.

§ 2. Le conseil de direction examine les candidatures, donne un avis motivé sur celles-ci et établit une proposition de nomination.

Les propositions sont notifiées à tous les candidats. L'agent qui s'estime lésé peut introduire une réclamation devant le conseil de direction. Il est, à sa demande, entendu par celui-ci.

Après examen des réclamations, le conseil de direction transmet au ministre son avis motivé, sa proposition définitive de nomination et les réclamations. Si le conseil de direction modifie sa proposition initiale, la nouvelle proposition est notifiée aux candidats".

---

(7) Art. 66 du projet. Le paragraphe 1er de cet article doit être omis.

Article 68.

La disposition en projet confère un pouvoir au ministre à ce point discrétionnaire qu'il est de nature à énerver totalement les autres dispositions du chapitre II.

Elle doit être omise.

Article 69.

L'annexe IV ayant un contenu réduit, il est proposé de la supprimer et de rédiger la disposition en projet de la manière suivante :

"Art. ... . Relèvent de la carrière plane, les grades de traducteur réviseur, de traducteur réviseur principal et de traducteur directeur".

Article 72.

La disposition en projet se borne à prévoir que le mandat est attribué au choix par le ministre à des agents revêtus du grade d'administrateur.

Le principe de la nomination par mandat ne peut être admis que s'il est assorti de conditions, inscrites dans le texte lui-même, qui soient autant de garanties pour prévenir toute discrimination.

La disposition en projet est, à cet égard, insuffisante en ce que, notamment, elle ne fixe pas les critères à prendre en considération pour l'octroi du mandat, ni les formes et la procédure à suivre pour l'attribution de celui-ci.

La disposition doit, dès lors, être revue pour tenir compte de cette observation.

Article 73.

Au 2°, c), on écrira la deuxième phrase comme suit : "si les agents intéressés sont titulaires ...".

Article 75.

La seconde phrase du paragraphe 1er, alinéa 2, tend à définir ce qu'il faut entendre par prestations complètes alors que cette notion n'intervient, ni dans la définition des services admissibles mentionnée au paragraphe 1er, ni dans aucune autre disposition relative au calcul de l'ancienneté.

Si le fait de ne pas se référer à la notion de "fonctions comportant des prestations complètes" est dû à une inadvertance dans la rédaction du paragraphe 1er, il y a lieu, à la fois de réparer cette omission et d'introduire dans le projet des règles selon lesquelles sont réputés

admissibles les services accomplis dans une fonction comportant des prestations incomplètes.

Article 76.

La seconde phrase pourrait constituer un alinéa distinct.

De plus, à l'avant-dernière ligne du texte français, le terme "confier" doit être remplacé par le terme "déléguer".

Le texte néerlandais du titre XII et des articles 76, 77, 78 et 79 du projet devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 77.

Le ministre ne peut accorder des mutations pour convenance personnelle qu'en respectant la règle "patere legem quam ipse fecisti". Les mots "Sauf dans les cas fixés par le ministre" doivent, dès lors, être omis à l'alinéa 2.

Par ailleurs, cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Des mutations pour convenance personnelle sont accordées selon les modalités déterminées par le ministre".

Article 79.

La fin de la disposition doit être rédigée comme suit : "... aux dispositions du titre VIII. Le recours n'est pas suspensif".

Article 84.

1. A l'alinéa 1er, 1°, mieux vaut écrire :

"1° pour vacances annuelles et jours fériés, ainsi que des congés de circonstances et de maternité, des congés parentaux, d'accueil ...".

2. A l'alinéa 1er, 7°, il faut tenir compte de l'arrêté royal du 16 avril 1991 modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des représentants ou du Sénat.

Il y a donc lieu d'écrire :

"7° pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative nationale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes".

3. A l’alinéa 1er, 12°, les mots "en cas de" doivent être remplacés par les mots "autorisées après une absence pour".

4. Au même alinéa, 13°, il y a lieu d’écrire : "... pour prestations réduites autorisées pour des raisons d’ordre social ou familial".

Article 86.

A l’alinéa 2, il convient de remplacer le terme "nomination" par le terme "promotion".

Article 88.

1. Au 3°, les mots "l’agent" doivent être remplacés par le mot "il".

2. Au 6°, les mots "sans préjudice des dispositions de l’article 94" doivent être omis, puisque cette réserve figure déjà dans le liminaire de la disposition en projet.

Article 89.

A l'alinéa 2, il faut écrire : "... ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement".

Article 90.

Au 3° du texte français, les mots "convenance personnelle" s'écriront au singulier.

Article 93.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Il est tenu de prendre, dans les délais fixés par le ministre ou son délégué,le service qui lui est assigné".

Article 94.

1. L'article 94, 1°, du projet prévoit que "sont d'office et sans préavis démis de leurs fonctions, les agents dont la nomination n'est pas régulière".

Une telle formulation, qui s'inspire de l'article 112, 1°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, ne tient pas compte de la modification qui a été apportée à cette disposition par l'arrêté royal du 22 novembre 1991 portant réforme de

diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat, pour garantir la sécurité juridique et mettre fin aux controverses qui ont pu exister quant à la notion du retrait des actes administratifs.

Dans le même souci de sécurité juridique, il y a lieu de s'inspirer de la nouvelle formulation de l'article 112, 1°, précité.

3. La sanction, prévue par l'article 94, 5°, de la démission d'office et sans préavis des fonctions lorsque l'agent contrevient à l'article 22, alinéa 1er, du projet, n'est pas compatible avec le régime disciplinaire qu'organise l'article 26 du projet.

Le 5° doit, dès lors, être omis.

4. Au 6°, devenant le 5°, le numéro de l'article du projet auquel le texte se réfère est erroné : il s'agit de l'article 93 et non de l'article 86. Toutefois, du fait que la numérotation des dispositions du projet doit, comme on l'a vu, être adaptée, il faudra viser la disposition de l'article 93 du projet sous son numéro définitif.

Article 95.

Compte tenu de l'observation qui a été faite à propos de l'article 94, 5°, la disposition doit être omise.

Article 96.

1. Au 1°, on écrira :

"1° la démission volontaire, l'agent ne pouvant, en ce cas, abandonner ...".

2. L'article 96, 2°, entend reproduire l'article 112, 9°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Toutefois, cette disposition a été abrogée.

Dès lors, de l'accord des délégués du ministre, le 2° peut être omis.

3. Compte tenu de l'observation qui a été faite à propos du signalement "mauvais" (article 39 du projet), le 3°, b), doit être omis et l'ordonnancement de l'article revu en conséquence.

Articles 97 et 98.

Les textes suivants sont proposés :

"Art. .... Le présent titre est applicable aux agents nommés à l'institut en exécution de l'article 74 de la loi du

21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques.

La liste des grades correspondant aux fonctions visées à l'article 74, alinéa 1er, de la loi précitée est établie par l'annexe III.

Les grades du niveau 1 repris à cette annexe ... (la suite comme au projet)".

"Art. ... . Par dérogation à l'article (75) :

1° les agents ...;

2° les services ...;

3° l'ancienneté ...

Les agents ... en application de l'article 74, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée ...".

Articles 99 et 100.

Compte tenu de leur objet, ces deux articles doivent être précédés du titre suivant : "Titre XVI. - Dispositions finales".

Annexes.

A l’annexe V devenant l’annexe III, il y a lieu de remplacer les mots "article 90" par les mots "article 97".

---

Aanhef.

Eerste lid.

1. Vóór het eerste lid dient een lid te worden toegevoegd betreffende de rechtsgrond van het ontwerp; het dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967".

2. In het eerste lid van het ontwerp, dat het tweede lid wordt, moeten de woorden "de artikelen 71, 72 en 73" vervangen worden door de woorden "de artikelen 71, 72, 73 en 74".

Derde lid.

Tussen het derde en vierde lid van het ontwerp dient een als volgt gesteld nieuw lid te worden ingevoegd :

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 1992;".

Voordrachtformulier.

Het voordrachtformulier moet als volgt worden gesteld :

"Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,".

Artikel 100 en het ondertekeningsformulier moeten op dezelfde wijze worden gesteld.

Bepalend gedeelte.

Titels I en II.

Die twee titels moeten worden samengebracht onder een titel I met als opschrift :

"Titel I. Algemene bepalingen".

Artikel 1.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "instituut" : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

2° "minister" : de minister tot wiens bevoegdheid de posterijen en de telecommunicatie behoren;

3° "ambtenaar" : iedere persoon die, op proef of in vast verband, deel uitmaakt van het personeel van het instituut".

Artikel 2.

Het is overbodig in het eerste lid eraan te herinneren dat artikel 73, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, bepaalt dat de administratieve en geldelijke toestand van een statutair personeelslid van het instituut (...) nooit minder gunstig (kan) zijn dan deze van een met een gelijkwaardige graad bekleed personeelslid van de Regie voor telegrafie en telefonie op de dag voorafgaand aan deze waarop het genoemde artikel in werking treedt. Elke bepaling die in strijd is met die regel zou immers door onwettigheid zijn aangetast.

Het zou derhalve beter zijn artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 2. Dit statuut is van toepassing op elke ambtenaar van het instituut.

.../...

Het regelt eveneens de toegang, op proef of in vast verband, tot de betrekkingen van het instituut".

Artikelen 3 en 4.

1. Het zou duidelijker zijn de verschillende leden van de artikelen 3 en 4 per onderwerp te groeperen en er afzonderlijke artikelen van te maken. Die werkwijze zal evenwel een verschuiving teweegbrengen in de nummering van de artikelen van het ontwerp (8).

2. Het zevende lid van artikel 3, § 1, heeft geen verordenende waarde : het moet vervallen.

De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld :

"Art. 3. § 1. De ambtenaren worden benoemd tot graden waarvan de hiërarchie drie in rangen onderverdeelde niveaus omvat.

---

(8) Overeenstemming tussen de ontworpen artikelen en de artikelen van het ontwerp.

| | |
|---|---|
| art. 3, § 1 | art. 3, § 1, eerste lid |
| art. 3, § 2, eerste lid | art. 3, § 1, tweede lid |
| art. 3, § 2, tweede lid | art. 3, § 1, vierde lid |
| art. 4, eerste lid | art. 3, § 2 |
| art. 4, tweede lid | art. 3, § 1, laatste lid |
| art. 5 | art. 3, § 3 |
| art. 6 | art. 3, § 1, derde lid |
| art. 7 | art. 3, § 1, vijfde lid |
| art. 8 | art. 3, § 1, zesde lid |
| art. 9 | art. 4. |

§ 2. Het niveau van een graad bepaalt de plaats ervan in de hiërarchie.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in het niveau ervan.

Art. 4. De graad is de titel die de ambtenaar in een rang situeert en hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

De graden van een zelfde rang heten "gelijkwaardige graden".

Art. 5. De graden die de ambtenaren van het instituut kunnen bekleden worden verdeeld over de verschillende niveaus en rangen, overeenkomstig bijlage I.

Art. 6. De niveaus van de graden die de ambtenaren van het instituut kunnen bekleden worden genummerd van 1 tot 3; het cijfer 1 wordt toegekend aan het hoogste niveau.

Art. 7. Elke rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers. Het linkercijfer geeft het niveau aan; het rechtercijfer situeert de rang in het niveau.

Art. 8. In elk niveau worden de rangen genummerd volgens hun plaats in de hiërarchie, waarbij de hoogste rang het hoogste getal toegewezen krijgt.

Art. 9. De ambtenaren van niveau 1 worden benoemd door de minister.

De ambtenaren van de niveaus 2 en 3 worden benoemd door de minister of door de administrateur-generaal wanneer hij hem daartoe de bevoegdheid heeft opgedragen".

Artikel 5 (dat artikel 10 wordt).

Ofschoon het aangewezen is bepalingen die wegens hun vorm moeilijk kunnen worden opgenomen in het bepalend gedeelte zelf, als bijlage bij een besluit te voegen, is een zodanige werkwijze in het onderhavige geval niet gerechtvaardigd, aangezien bijlage III een lijst is waarin slechts twee graden zijn opgenomen. Er wordt dus voorgesteld bijlage III te schrappen en artikel 5 als volgt te stellen :

"Art. 10. De minister wijst bij wege van een mandaat, de beklederS aan van de graden van administrateur-generaal en van directeur-generaal".

*

Titel III wordt titel II. De nummering van de overige titels moet in overeenkomstige zin worden gewijzigd.

*

Men schrijve : "Hoofdstuk I. - Algemene bepalingen".

*

Artikel 6 (dat artikel 11 wordt).

In de bepaling worden de bijzondere toegangsvoorwaarden vastgesteld waaraan elke gegadigde voor een betrekking bij het instituut moet voldoen.

In paragraaf 1, 2°, is onder meer sprake van de ambtenaren die worden aangeworven voor gespecialiseerde functies. Er is geen reden om die ambtenaren in het onderhavige ontwerp ter sprake te brengen want het ontwerp waarover de Raad van State advies L. 21.487/9 heeft uitgebracht en dat in het bijzonder aan hun is gewijd, stelt de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om te worden aangeworven uitvoerig vast.

In paragraaf 2 wordt de term "selectie" gebruikt. De gemachtigden van de minister hebben geen uitleg kunnen verstrekken over de betekenis van die bepaling en hebben evenmin een voorbeeld kunnen aanhalen van de toepassing ervan. Zij zijn van oordeel dat het vergelijkend examen de normale werkwijze is en volstaat om te voldoen aan de behoeften van het instituut.

Er zij eveneens op gewezen dat een bijzonder ontwerp de aanwerving toestaat van contractuele personeelsleden, te weten het ontwerp waarover de Raad van State om advies is gevraagd en dat bij de afdeling wetgeving aanhangig is onder het nr. L. 21.481/9. Daaruit volgt dat drie verschillende aanwervingsprocedures kunnen worden aangewend : de vergelijkende examens, de aanwerving op grond van bekwaamheidsbewijzen en de arbeidsovereenkomst.

In die omstandigheden kan paragraaf 2 vervallen.

Bovendien wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 11. Niemand kan tot ambtenaar van het instituut worden benoemd indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de voor de te verlenen betrekking bepaalde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;

2° geslaagd zijn voor het vergelijkend wervingsexamen;

3° voor de vastbenoemde ambtenaren, de opgelegde proeftijd met goed gevolg hebben doorgemaakt;

4° volgens door Ons vast te stellen nadere regelen, bewijzen de lichamelijke geschiktheid voor het uit te oefenen ambt te bezitten".

Artikel 7 (dat artikel 12 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 12. Niemand kan tot ambtenaar van het instituut worden benoemd indien hij niet voldoet aan de volgende toelaatbaarheidsvereisten :

1° voor de uitoefening van de ambten die een deelneming aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden, Belg zijn of, voor de uitoefening van de overige ambten, Belg zijn of onderdaan van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de militieplichten voldoen;

5° de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt op de datum die is vastgesteld overeenkomstig artikel (14), eerste lid;

6° voor sommige betrekkingen, houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verband met de te verlenen graad.

De minister bepaalt onder de diploma's en de studiegetuigschriften die vermeld worden in bijlage I bij

het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, die welke vereist zijn voor bepaalde betrekkingen".

Artikel 8 (dat artikel 13 wordt).

De bepaling zou moeten komen te staan aan het begin van hoofdstuk II betreffende de vergelijkende wervingsexamens.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 13. De vergelijkende wervingsexamens worden georganiseerd voor de benoeming tot de graden die als bijlage II worden opgesomd".

Artikel 9 (dat artikel 14 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 14. De gegadigden moeten voldoen aan de leeftijdsvoorwaarden op de laatste dag van de maand die voorafgaat aan die in de loop waarvan het vergelijkend wervingsexamen wordt aangekondigd.

De ambtenaren die reeds in dienst zijn worden van de leeftijdsvoorwaarde vrijgesteld wanneer zij solliciteren

naar een betrekking die overeenstemt met een van de als bijlage II opgesomde graden".

Artikelen 10, 11 en 12, § 1.

Volgens de gemachtigden van de minister zou de verdeling van de bevoegdheden tussen het Vast Wervingssecretariaat en de minister die toezicht uitoefent op het instituut als volgt zijn :

- de minister beslist op welk tijdstip het vergelijkend examen moet worden georganiseerd; hij stelt het programma ervan vast en wijst de leden van de examencommissie aan;

- het Vast Wervingssecretariaat wordt belast met de organisatie van het vergelijkend examen, de bekendmaking van de oproep tot de gegadigden, de mededeling van de uitslag van het vergelijkend examen, enz., aangezien het instituut die taak vanwege zijn beperkte omvang niet op zich wenst te nemen.

Artikel 11 verleent de minister bevoegdheid om de leden van de examencommissie aan te wijzen. In beginsel is het de vaste wervingssecretaris, welke belast is met het organiseren van de vergelijkende examens, die de leden van de examencommissie aanwijst en deze voorzit. Die regel kan als volgt worden getemperd :

1. Statuut van 2 oktober 1937 - artikel 21 :

"De vaste wervingssecretaris organiseert de vergelijkende wervingsexamens.

Hij kan de organisatie van die vergelijkende examens echter, met de instemming van de betrokken minister, geheel of gedeeltelijk opdragen aan de secretaris-generaal, aan het hoofd van het bestuur waaronder de dienst waarvoor de werving plaats moet hebben ressorteert of aan het hoofd van het bestuur onder wiens rechtstreeks gezag de betrokken dienst is geplaatst".

Indien de vaste wervingssecretaris zijn bevoegdheid gedelegeerd heeft op grond van artikel 21, tweede lid, wijst zijn gemachtigde de leden van de examencommissie aan (artikel 4, 1°, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel).

2. Artikel 11 van voornoemd koninklijk besluit van 17 september 1969 bepaalt :

"Wanneer de specifieke vereisten van sommige vergelijkende examens of examens een aanpassing van de examencommissie noodzakelijk maken, kan de overheid die de leden van de examencommissie aanwijst het aantal bijzitters verminderen of verhogen en één of meer leden vervangen door personen, die, wegens hun bevoegdheid of hun specialisatie, bijzonder geschikt zijn".

Uit de voorgaande teksten blijkt dat bij de aanwijzing van de leden van de examencommissie het recht van initiatief in ieder geval berust bij het Vast Wervingssecretariaat wanneer het ermede belast wordt de vergelijkende examens te organiseren.

Twee mogelijkheden staan open : ofwel organiseert het instituut, ondanks zijn beperkte omvang, zelf de vergelijkende wervingsexamens, zodat de minister de examen-commissie kan aanwijzen, ofwel besluit de steller van het ontwerp voornoemd koninklijk besluit van 17 september 1969 eventueel gewijzigd toepasselijk te maken op het instituut, wat een wijziging vereist van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de toepasbaarheid op het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van sommige reglementaire bepalingen die gelden voor het personeel van de instellingen van openbaar nut, een ontwerp omtrent hetwelk de Raad van State het advies L. 21.482/9 heeft verstrekt.

Uit het voorgaande blijkt dat de onderzochte bepalingen grondig moeten worden herzien.

Daaruit blijkt eveneens dat de stellers van het ontwerp de nummering van de daaropvolgende artikelen zullen moeten aanpassen, alsmede de verwijzing ernaar in de bepalingen van het ontwerp.

Artikel 12.

1. Er is geen reden voor een indeling in paragrafen vermits iedere paragraaf slechts één lid bevat.

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"De geslaagden voor een vergelijkend examen behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar, te rekenen van de datum van goedkeuring van het proces-verbaal van het vergelijkend examen".

Artikel 13.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, als volgt te redigeren :

"Art. 13. § 1. De geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen treden in dienst in de volgorde van hun rangschikking".

2. Het zou beter zijn de eerste volzin van paragraaf 1, derde lid, in het tweede lid op te nemen. Tevens wordt voorgesteld de tweede volzin als volgt te stellen :

"De geslaagden die om andere redenen uitstel van indiensttreding vragen, verliezen het voordeel van hun rangschikking indien aan hun verzoek wordt voldaan, en zij kunnen alleen tot de proeftijd worden toegelaten indien een betrekking vrijkomt vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het vergelijkend examen".

3. Paragraaf 2 regelt het geval van de ambtenaren die in dienst genomen zijn vóór het onderzoek van hun lichamelijke geschiktheid. Er wordt onder meer bepaald dat de ongeschikt bevonden personen ontslagen worden. Het ontwerp voorziet niet in een opzegging.

Artikel 73, § 3, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven schrijft voor :

> "De administratieve en geldelijke toestand van een statutair personeelslid van het Instituut kan nooit minder gunstig zijn dan deze van een met een gelijkwaardige graad bekleed personeelslid van de Regie voor telegrafie en telefonie op de dag voorafgaand aan deze waarop dit artikel in werking treedt",

te weten op 26 maart 1991 (artikel 128, eerste lid, van voornoemde wet van 21 maart 1991).

Artikel 11, § 1, derde lid, van de statuten van de Regie van telegrafie en telefonie bepaalt :

> "De ambtenaren die worden afgedankt zijn gerechtigd tot een opzegging waarvan de duur overeenstemt met de minimumduur die in hun geval vereist is om te genieten van de werkloosheidsvergoedingen. Indien zij gedurende die periode arbeidsongeschikt zijn, wordt hun een wedde uitbetaald gedurende de periode die vereist is om de stageperiode van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen, te dekken".

Volgens de gemachtigden van de minister is een soortgelijke bepaling als die welke hierboven is geciteerd, niet opgenomen in het ontwerp omwille van sommige bepalingen

van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 1 augustus 1991; de artikelen 7 tot 13 van hoofdstuk II van die wet, waarvan het opschrift "Toepassing van de verzekering tegen werkloosheid, de ziekteverzekering (sector uitkeringen) en de moederschapsverzekering op sommige personeelsleden van de overheidssector en van het vrij gesubsidieerd onderwijs" luidt, voorzien onder meer in de betaling, door de werkgever, van de bijdragen vereist om gerechtigd te zijn op de werkloosheidsuitkeringen en om recht te geven op de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering ten behoeve van elke persoon "wiens arbeidsverhouding in een overheidsdienst of in elke andere publiekrechtelijke instelling een einde neemt omdat zij eenzijdig wordt verbroken door de overheid of omdat de benoemingsakte wordt vernietigd, ingetrokken, opgeheven of niet hernieuwd".

De gemachtigden hebben evenwel aangenomen dat de betaling van die bijdragen niet kan worden gelijkgesteld met een opzegging. Een opzegging biedt immers andere voordelen dan dat de toestand van het personeelslid in overeenstemming wordt gebracht met de regeling inzake de sociale zekerheid : tijdens de opzeggingstermijn ontvangt het personeelslid zijn wedde en heeft het de tijd om een andere betrekking te zoeken.

De toestand van de ambtenaren van het instituut is dus minder gunstig dan die van de ambtenaren van de Regie

van telegrafie en telefonie die zich in dezelfde omstandigheden bevinden (9).

Uit het voorgaande vloeit voort dat de ontworpen bepaling in een opzegging moet voorzien, op straffe van niet-naleving van artikel 73, § 3, eerste lid, van voornoemde wet van 21 maart 1991.

---

(9) Voor de rijksambtenaren is de regel als volgt (artikel 27, § 2, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937) :

"Behoudens in de door Ons bepaalde gevallen kan de geslaagde tot benoeming toegelaten worden voordat zijn lichamelijke geschiktheid is gecontroleerd. Als hij nadien aan deze vereiste niet voldoet wordt hij ambtshalve ontslagen. Ten laatste op de datum van dit ontslag van ambtswege wordt met de betrokkene een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur afgesloten. Deze duur is gelijk aan de minimumduur die in zijn geval wordt opgelegd om het voordeel van de werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten. Wanneer hij op de datum waarop deze overeenkomst begint te lopen arbeidsongeschikt is of wanneer hij dat wordt tijdens de uitvoering ervan, wordt hem in het eerste geval een wedde uitbetaald gedurende zes maanden en in het tweede geval gedurende de periode nodig om de wachttijd te dekken voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen. Wanneer hij op de datum van het ingaan van de opzegging arbeidsongeschikt is of tijdens deze opzeggingsperiode arbeidsongeschikt wordt, wordt hem een wedde uitbetaald in het eerste geval gedurende zes maanden en in het tweede geval gedurende de periode nodig om de wachttijd te dekken voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen".

Artikel 14.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. ... . De ambtenaren moeten bij hun indiensttreding de eed afleggen in de bewoordingen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

De ambtenaren van niveau 1 leggen de eed af in handen van de minister. De ambtenaren van de niveaus 2 en 3 leggen de eed af in handen van de administrateur-generaal of van de door de Minister aangewezen ambtenaar".

Artikel 15.

Paragraaf 1.

1. In het eerste lid is de term "effectief" onvoldoende duidelijk. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat die term niet betekent dat geen enkele afwezigheid zal worden geduld.

Bijgevolg behoort de tekst dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Het tweede lid beperkt niet alleen de werkingssfeer van de in het eerste lid vervatte regel, doch ook die van alle overige regels die in hoofdstuk IV van het ontwerp zijn vastgelegd. Daarom ook wordt voorgesteld die regel in een onderscheiden artikel op te nemen dat aan het eind van dat hoofdstuk wordt ingevoegd en als volgt luidt :

"Art. .... Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de benoeming in vast verband tot de graden van :

1° administrateur;

2° adviseur of ingenieur-adviseur wanneer de geworven persoon een reeds in dienst getreden ambtenaar is die een graad van rang 24 bekleedt".

Paragraaf 2.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat voorgeschreven moet worden dat het de tot benoemen bevoegde overheid is die bevoegd is om de proeftijd te verlengen.

Voorts hoeft niet te worden bepaald dat de beslissing van de tot benoemen bevoegde overheid met redenen moet worden omkleed, aangezien die verplichting reeds wordt opgelegd bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Bijgevolg wordt voor paragraaf 2 de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De tot benoemen bevoegde overheid kan die proeftijd verlengen met maximum zes maanden".

Artikel 16.

In de bepaling wordt het begrip "onmiddellijke meerdere van niveau 1" gebruikt. Verder in het ontwerp is er eveneens sprake van de "onmiddellijke meerdere".

Die begrippen nopen tot een beoordeling in concreto, wat aanleiding kan geven tot een toename van de geschillen.

Het zou derhalve verkieslijk zijn de woorden "door de minister aangewezen hiërarchische meerdere" te gebruiken, die een grotere rechtszekerheid bieden.

Die handelwijze zal de minister uiteraard niet beletten voor de toepassing van de onderzochte bepaling de onmiddellijke meerdere van niveau 1 aan te wijzen als hiërarchische meerdere.

Voorts wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. .... § 1. Na afloop van de proeftijd maakt de door de minister aangewezen hiërarchische meerdere een omstandig

verslag op over de wijze van dienen van de ambtenaar op proef.

Binnen tien dagen vóór het einde van de proeftijd wordt dat verslag geviseerd door de ambtenaar op wie het betrekking heeft, en wordt het langs hiërarchische weg voor beslissing overgezonden aan de tot benoemen bevoegde overheid.

§ 2. In het verslag bedoeld in paragraaf 1 wordt voorgesteld naargelang van het geval :

1° de benoeming van de ambtenaar in vast verband;

2° de verlenging van de proeftijd;

3° de afdanking van de ambtenaar;

4° de terugplaatsing van de ambtenaar in zijn vroegere graad bij het instituut.

In geval van verlenging van de proeftijd wordt na afloop ervan een nieuw omstandig verslag opgemaakt over de wijze van dienen van de ambtenaar.

De afdanking van de ambtenaar of diens terugplaatsing in zijn vroegere graad bij het instituut kan tijdens de proeftijd worden voorgesteld indien voldoende vaststaat dat de ambtenaar niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan de vereisten van de dienst".

Artikel 17.

Er behoort te worden geschreven :

"Art. .... Tegen de voorstellen bedoeld in artikel (16), § 2, 2°, 3° en 4°, kan beroep worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van titel VIII betreffende de raad van beroep".

Artikel 18.

Aan het eind van de bepaling moet worden geschreven : "... uitgesproken door de tot benoemen bevoegde overheid".

Voorts moet worden verwezen naar de opmerking betreffende de in acht te nemen opzegging, die is gemaakt omtrent artikel 13 van het ontwerp.

Artikelen 20 tot 26.

De artikelen 20 tot 26 nemen bijna volledig de artikelen 7 tot 13 over van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, zoals zij waren gesteld vóór zij laatstelijk gewijzigd zijn bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 november 1991 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 24 december 1991.

De gemachtigden van de minister hebben bevestigd dat het zijn bedoeling is de teksten van het ontwerp te handhaven, en dat hij niet wenst deze aan te passen aan de wijzigingen die bij het koninklijk besluit van 22 november 1991 aangebracht zijn in voornoemd besluit van 2 oktober 1937.

Artikel 26.

Voorgesteld wordt de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. ... . Afgezien van de toepassing van de strafwetten, wordt iedere overtreding van de bepalingen van deze titel gestraft met één van de bij artikel (29) gestelde tuchtstraffen".

Artikel 27.

De ontworpen bepaling verleent de minister de bevoegdheid het reglement voor de uitvoering van titel IV vast te stellen.

Krachtens artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut heeft de Koning evenwel bij wet delegatie ontvangen om het statuut en de personeelsformatie te bepalen van de instellingen waaronder het instituut behoort.

Het betreft hier een overdracht van bevoegdheid die uitsluitend aan de Koning is verleend.

Overeenkomstig de algemene beginselen toepasselijk inzake bevoegdheidsdelegaties kan de Koning een bevoegdheid die Hem in eigen persoon bij de wet is opgedragen alleen subdelegeren aan een minister in zoverre deze de minister uitsluitend in staat moet stellen bijkomstige of detailmaatregelen te nemen.

Door te bepalen dat de minister het reglement vaststelt voor de uitvoering van bepalingen die de plichten van de ambtenaren betreffen, kan het ontworpen artikel alleen worden uitgelegd als een bepaling waarbij de minister gemachtigd wordt de omvang van die plichten te regelen, en niet alleen maar bijkomstige of detailmaatregelen.

Uit het voorgaande vloeit voort dat de bepaling behoort te vervallen.

## Titel VI. - Tuchtregeling.

1. Zoals met betrekking tot artikel 27 is gesteld, komt het volgens de wet niet aan de minister doch aan de Koning toe om het verloop van de tuchtprocedure volledig te regelen. Inzonderheid valt op te merken dat het ontwerp niet voorziet in een voorlopig strafvoorstel, en evenmin in het optreden van de directieraad. Het ontwerp voorziet al evenmin in de invoering van de "schorsing in het belang van

de dienst", een in de loop van de tuchtprocedure vaak aangewende maatregel van orde.

De bepalingen van deze titel moeten derhalve volledig worden herzien teneinde die leemten te verhelpen.

2. De Raad van State meent evenwel nu reeds de volgende bijzondere opmerkingen te moeten maken :

a) In artikel 34, tweede lid, staat te lezen :

> "Ongeacht de uitslag van de strafvordering oordeelt alleen de administratieve overheid over de toepassing van tuchtstraffen".

Zulke bepaling bevat een rechtsregel die buitensporig is in zoverre bepaald wordt dat de administratieve overheid steeds een tuchtstraf zou kunnen uitspreken, ongeacht het resultaat van de strafvordering, hoewel - indien bijvoorbeeld blijkt uit een vonnis of een arrest dat de betrokkene de hem ten laste gelegde feiten niet heeft gepleegd - een dergelijke beslissing de tuchtrechtelijke overheid bindt.

Die bepaling moet vervallen. Het wegvallen ervan zal immers de tuchtrechter niet beletten diegene te straffen die is vrijgesproken op grond dat het door hem gepleegde feit geen strafbaar feit in strafrechtelijke zin is, of in voorkomend geval diegene niet te straffen die strafrechtelijk is veroordeeld.

b) Artikel 35 van het ontwerp neemt artikel 80 over van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. In recentere bepalingen is het begrip "doorhaling" echter vervangen door het begrip "uitwissing", dat juister is aangezien die maatregel automatisch toepassing vindt : dit is inzonderheid het geval in de artikelen 619 en 620 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wetten van 7 april 1964 en 9 januari 1991 betreffende de uitwissing van veroordelingen en het herstel in eer en rechten in strafzaken. Bovendien is het begrip "doorhaling" bijzonder dubbelzinnig omdat het in andere tuchtregelingen eveneens dient om een straf aan te duiden.

Derhalve wordt voorgesteld het begrip "doorhaling" te vervangen door het begrip "uitwissing".

Artikelen 37 tot 43.

Gelet op de bedoeling van de stellers van het ontwerp om als model het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel te nemen zoals het geredigeerd was vóór de vaststelling van het koninklijk besluit van 22 november 1991 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, stelt de Raad van State de volgende lezing voor :

"Art. ...". De beoordeling is verplicht voor ieder vastbenoemd ambtenaar met een rang lager dan rang 15.

.../...

Zij heeft tot doel het instituut in te lichten omtrent de waarde, de bekwaamheid, de prestatie en de verdiensten van zijn ambtenaren.

Art. ... . De beoordeling wordt jaarlijks toegekend door de directieraad.

Art. ... . De waardeoordelen die in de beoordelingsstaat worden uitgebracht, worden samengevat in één van de volgende vermeldingen, welke de eigenlijke beoordeling vormt : "zeer goed", "goed" en "onvoldoende" (10).

Art. ... . De door de minister aangewezen bevoegde hiërarchische meerdere stelt de beoordeling voor die hij meent te moeten toekennen aan iedere ambtenaar. Te dien einde gebruikt hij voor iedere ambtenaar een beoordelingsstaat waarvan het model door Ons wordt vastgesteld.

Art. ... . Iedere ambtenaar kan van zijn beoordelingsdossier kennis nemen.

---

(10) Overeenkomstig artikel 73, § 3, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven kan de administratieve en geldelijke toestand van het statutair personeel van het instituut nooit minder gunstig zijn dan die van het personeel van de R.T.T. Vermits het personeel van de R.T.T. overeenkomstig zijn statuut (koninklijk besluit van 8 juli 1977, artikel 39) geen beoordeling "slecht" kan krijgen, mag in de ontworpen bepaling bij de beoordeling de vermelding "slecht" niet voorkomen.

Dat dossier bevat het relaas van alle feiten of alle nauwkeurige bevindingen die als beoordelingsgrond kunnen dienen.

Relaas en bevindingen mogen echter alleen de ambtsuitoefening of het privé-leven in verband met het ambt betreffen. Zij moeten door de belanghebbenden geviseerd worden op het tijdstip waarop zij in het dossier worden aangetekend.

Art. ... . De voorstellen tot toekenning van een beoordeling moeten ter visering aan belanghebbende worden voorgelegd vooraleer zij aan de directieraad worden overgezonden.

Wanneer de directieraad het voorstel van de bevoegde hiërarchische meerdere niet volgt, brengt hij een met redenen omkleed advies uit. Van dat advies wordt aan de ambtenaar kennis gegeven.

Indien de ambtenaar zich benadeeld acht door de hem toegekende beoordelingsvermelding, kan hij zich tot de raad van beroep wenden.

Art. ... . De beoordeling wordt voor de eerste maal aan de ambtenaar toegekend binnen een jaar na diens benoeming in vast verband als ambtenaar van het instituut.

Aan de ambtenaar wordt een nieuwe beoordeling toegekend indien hij sedert de toekenning van zijn laatste beoordeling benoemd is tot een andere graad dan die welke hij bekleedde op het ogenblik dat die beoordeling werd

toegekend. De nieuwe beoordeling moet binnen zes maanden na die benoeming worden toegekend.

De beoordeling die de ambtenaar verkregen heeft, wordt in aanmerking genomen voor de bevordering of de verandering van graad wanneer de nieuwe beoordeling bedoeld in het tweede lid hem nog niet is toegekend".

Artikel 43.

Verwezen moet worden naar de opmerking die is gemaakt met betrekking tot artikel 27.

Artikel 44.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. ... . Een raad van beroep wordt ingesteld. Hij neemt kennis van de beroepen in tuchtzaken, de aanvragen om herziening van de beoordeling en de overige maatregelen of voorstellen waartegen met toepassing van dit statuut of van ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, bij die raad kan worden opgekomen".

Artikel 45.

De tweede volzin moet in een afzonderlijk lid worden opgenomen.

Voorts moet het woord "taalregeling" vervangen worden door het woord "taalrol".

Artikel 46.

1. Na overleg met de gemachtigden van de minister en gelet op de toelichtingen die zij hebben verstrekt, moet in onderdeel 2°, eerste lid, laatste volzin, worden geschreven :

"Bij ontstentenis van ambtenaren die aan één van die voorwaarden voldoen, kan ervan worden afgeweken".

2. In onderdeel 2°, tweede lid, moet in de tekst nader worden bepaald welk sectorcomité wordt bedoeld.

3. Het derde lid van onderdeel 2° bepaalt : "De weigering tot erkenning wordt aan het advies van het voornoemd sectorcomité voorgelegd".

Indien aan de minister een bevoegdheid tot erkenning wordt verleend om vervolgens de uitoefening van die bevoegdheid met het oog op het toezicht toe te vertrouwen

aan de instantie die de voor erkenning voorgelegde voorstellen maakt, zou zulks de indruk kunnen wekken dat het bestuur ter zake niet het laatste woord heeft.

Daarom zou het beter zijn te schrijven :

"Wanneer de minister voornemens is de erkenning te weigeren, wint hij vooraf het advies in van voornoemd sectorcomité".

4. Ten slotte is het ontworpen artikel 46 niet duidelijk ingericht.

De Raad van State stelt voor het als volgt te redigeren :

"Art. ... . Iedere afdeling van de raad van beroep is samengesteld uit een voorzitter, assessoren, een griffier-rapporteur en plaatsvervangers.

De voorzitter, die een magistraat is, wordt door de minister benoemd.

De assessoren worden gekozen onder de vastbenoemde ambtenaren ... (voorts zoals in het ontwerp, waarbij de leden worden samengevoegd en rekening wordt gehouden met de voorgaande opmerkingen).

De griffier-rapporteur wordt aangewezen door de minister. Hij is niet stemgerechtigd.

.../...

De plaatsvervangers voor de voorzitter, voor de assessoren en voor de griffier-rapporteur worden op dezelfde wijze aangewezen als deze laatsten".

Artikel 47.

De bepaling die een vanzelfsprekende regel bevat, behoort te vervallen.

Artikel 48.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. ... . De gewone of plaatsvervangende assessoren die zitting hebben voor het onderzoek van een zaak, moeten ten minste tot dezelfde rang behoren als die van de verzoeker".

Artikel 50.

In de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven : "En cas de partage des voix, l'avis est tenu pour favorable au requérant".

Artikel 51.

In het eerste lid wordt bepaald dat het advies van de raad van beroep "in ieder geval" wordt gevolgd door een

beslissing van de minister en dat de minister bovendien "elke niet met het advies overeenstemmende beslissing motiveert".

De woorden "in ieder geval" kunnen dubbelzinnig lijken. Voor het overige moet iedere al dan niet met het advies overeenstemmende beslissing worden gemotiveerd krachtens de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... . Wanneer de ambtenaar bij de raad van beroep een beroep heeft ingesteld tegen een voorstel of een beslissing die op hem betrekking hebben en het advies van die raad is gunstig, dan wordt de beslissing van de minister aan de raad van beroep ter kennis gebracht.

Wanneer de raad van beroep naar aanleiding van een beroep tegen een beslissing een advies uitbrengt dat voor verzoeker ongunstig is, wordt die beslissing gehandhaafd.

Wanneer de raad van beroep naar aanleiding van een beroep tegen een voorstel een advies uitbrengt dat voor verzoeker ongunstig is, neemt de bevoegde overheid de beslissing".

Artikel 52.

Het zou beter zijn artikel 52 als volgt te redigeren :

"Art. ...". De raad van beroep maakt zijn huishoudelijk reglement op met goedkeuring van de minister".

Artikel 53.

Bij de ontworpen bepaling is dezelfde opmerking te maken die is gemaakt in verband met artikel 27.

Artikel 54.

1. In het eerste lid wordt bepaald dat de Koning "op voordracht van de minister" bijzondere bepalingen kan vaststellen. Een zodanige regel die op haar plaats kan zijn in het statuut van het rijkspersoneel omdat het hoofdbestuur uit een aantal ministeriële departementen bestaat, is hier ondenkbaar daar het om een enkele instelling gaat.

De woorden "bij ontstentenis van bijzondere bepalingen door Ons vastgesteld" moeten bijgevolg vervallen.

2. In de Franse tekst van het tweede lid moet het woord "décisive" worden vervangen door het woord "prépondérante".

Artikel 55.

De bepaling moet als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 58.

Met betrekking tot het tweede lid wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is in verband met de artikelen 11 en 12, § 1.

Artikel 60.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. ... . Het mandaat is de aanwijzing van een ambtenaar voor een van de in artikel 5 bedoelde betrekkingen, voor een termijn van zes jaar die kan worden hernieuwd".

Artikel 62.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te redigeren :

"Art. ... . De bevordering in een vlakke loopbaan bestaat in opeenvolgende benoemingen van een ambtenaar tot graden van een steeds hogere rang van een zelfde niveau die plaats hebben zonder dat er vaste betrekkingen van de te verlenen graden vacant zijn en zonder verplichting voor de betrokkene om te solliciteren".

Hoofdstuk II.

Het opschrift "Bevordering van graad" is pleonastisch. Het zou beter zijn te schrijven : "Hoofdstuk II. Bevordering".

Artikelen 64 tot 67.

Het principe is dat van het vergelijkend examen of van het examen; de bevordering naar keuze is de uitzondering. Artikel 67 moet bijgevolg aan het begin van het hoofdstuk worden geplaatst.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Art. ... (11). § 1. De bevordering tot een graad van niveau 2 is afhankelijk van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

De minister bepaalt de voorwaarden die moeten worden vervuld om deel te nemen aan en te slagen voor de vergelijkende examens en examens, het programma van de examengedeelten, de volgorde waarin de geslaagden worden gerangschikt, de procedure die moet worden gevolgd bij bevordering en de geldigheidsduur van de vergelijkende examens en examens.

---

( 1 1 ) Art. 67 van het ontwerp.

§ 2. Om te worden bevorderd tot een graad van rang 24, moeten de geslaagden een niveauanciënniteit van ten minste drie jaar hebben.

§ 3. Om te worden bevorderd tot een graad van rang 21, moeten de geslaagden een graadanciënniteit van ten minste drie jaar hebben".

"Art. ... (12). Tot de graad van administrateur kunnen worden bevorderd, de ambtenaren die bekleed zijn met een graad van rang 14, 13 en 12 met een anciënniteit van ten minste zeven jaar in niveau 1, en die in het bezit zijn van het diploma dat vereist is om bij aanwerving te worden benoemd tot adviseur of ingenieur-adviseur".

"Art. ... (13). In afwijking van artikel ..., kunnen de ambtenaren met de graad van controleur met ten minste drie jaar graadanciënniteit worden bevorderd tot de graad van hoofdcontroleur".

"Art. ... (2). In afwijking van artikel (...), kunnen de ambtenaren met een graad van rang 21 met ten minste drie jaar niveauanciënniteit worden bevorderd tot de graad van controleur".

---

( 1 2 )
Art. 64 van het ontwerp.

( 1 3 )
Art. 65 van het ontwerp, ingekleed in twee onderscheiden artikelen.

"Art. ... (14). § 1. De minister bepaalt op welke wijze aan de voor benoeming in aanmerking komende ambtenaren kennis wordt gegeven van de vacature van een betrekking die bij wege van bevordering te verlenen is en niet afhankelijk is van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

Alleen de aanspraken van de ambtenaren die in de vorm en binnen de termijn bepaald door de minister hun sollicitaties hebben ingediend, komen in aanmerking.

§ 2. De directieraad onderzoekt de sollicitaties, geeft een met redenen omkleed advies hierover en doet een voorstel tot benoeming.

De voorstellen worden aan alle gegadigden ter kennis gebracht. De ambtenaar die zich benadeeld acht kan bij de directieraad een bezwaarschrift indienen. Hij wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord.

Na de bezwaarschriften te hebben onderzocht zendt de directieraad de minister zijn met redenen omkleed advies, zijn definitief benoemingsvoorstel en de bezwaarschriften. Indien de directieraad zijn oorspronkelijk voorstel wijzigt, wordt het nieuwe voorstel aan de gegadigden ter kennis gebracht".

---

( 1 4 )
Art. 66 van het ontwerp. Paragraaf 1 van dit artikel dient te vervallen.

Artikel 68.

De ontworpen bepaling verleent de minister een zodanige discretionaire bevoegdheid dat ze de andere bepalingen van hoofdstuk II volledig kan uithollen.

Zij moet vervallen.

Artikel 69.

Aangezien bijlage IV een beperkte inhoud heeft, wordt voorgesteld ze te laten vervallen en de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"Art. ... Onder de vlakke loopbaan vallen de graden van vertaler-revisor, eerstaanwezend vertaler-revisor en vertaler-directeur".

Artikel 72.

In de ontworpen bepaling wordt alleen gezegd dat het mandaat door de minister bij keuze wordt toegekend aan ambtenaren bekleed met de graad van administrateur.

Het beginsel van de benoeming bij mandaat is slechts dan geoorloofd als er voorwaarden aan verbonden zijn die in de tekst zelf zijn opgenomen en evenveel waarborgen zijn om enige discriminatie te voorkomen.

De ontworpen bepaling is in dat opzicht ontoereikend in zoverre daarin met name niet wordt bepaald welke criteria moeten worden gehanteerd, welke vormen in acht moeten worden genomen en welke procedure moet worden gevolgd bij de toekenning van het mandaat.

Om met deze opmerking rekening te houden, moet de bepaling worden herzien.

Artikel 73.

In 2°, c), schrijve men in de tweede zin : "indien de betrokken ambtenaren titularis zijn van ...".

Artikel 75.

In de tweede zin van paragraaf 1, tweede lid, wil men een definitie geven van wat moet worden verstaan onder volledige prestaties, terwijl dit begrip niet voorkomt in de definitie van de in aanmerking komende diensten vermeld in paragraaf 1, en evenmin in enige andere bepaling betreffende de berekening van de anciënniteit.

Indien het feit dat niet wordt verwezen naar het begrip "ambten die volledige prestaties omvatten" te wijten is aan een onachtzaamheid bij de redactie van paragraaf 1, moet die leemte worden opgevuld en moeten er in het ontwerp regels worden opgenomen volgens welke de diensten vervuld in

een ambt bestaande uit onvolledige prestaties worden geacht in aanmerking te komen.

Artikel 76.

De tweede zin zou een afzonderlijk lid kunnen vormen.

Voorts moet op de voorlaatste regel van de Franse tekst het woord "confier" worden vervangen door het woord "déléguer".

In het opschrift van titel XII en in de artikelen 76, 77, 78 en 79 behoort de term "mutatie" te worden vervangen door de term "overplaatsing".

Artikel 77.

De minister kan slechts dan toestemming verlenen voor overplaatsingen wegens persoonlijke aangelegenheden als de regel "patere legem quam ipse fecisti" in acht wordt genomen. De woorden "behalve in de gevallen bepaald door de Minister" moeten derhalve vervallen in het tweede lid.

Voorts zou het beter zijn dit lid als volgt te redigeren :

"Overplaatsingen wegens persoonlijke aangelegenheden worden toegestaan op de wijze bepaald door de minister".

Artikel 79.

Het slot van de bepaling behoort als volgt te worden geredigeerd : "... de bepalingen van titel VIII. Het beroep is niet opschortend".

Artikel 84.

1. Het zou beter zijn in het eerste lid, 1°, te schrijven :

"1° voor jaarlijkse vakantie en feestdagen, alsmede omstandigheidsverlof en bevallingsverlof, ouderschapsverlof, verlof voor opvang ...".

2. In het eerste lid, 7°, behoort er rekening te worden gehouden met het koninklijk besluit van 16 april 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen.

Er behoort bijgevolg te worden geschreven :

"7° voor werkzaamheden bij een politieke groep die erkend is in een wetgevende vergadering van de Staat, van een

Gemeenschap of een Gewest, respectievelijk bij de voorzitter van een van die groepen".

3. In het eerste lid, 12°, moet het woord "wegens" worden vervangen door de woorden "toegestaan na een afwezigheid wegens".

4. In hetzelfde lid, 13°, behoort er te worden geschreven : "... voor verminderde prestaties toegestaan om redenen van sociale of familiale aard".

Artikel 86.

Het tweede lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Hij kan alleen onder door Ons gestelde voorwaarden aanspraken op bevordering en op een hogere wedde doen gelden".

Artikel 88.

1. In 3° behoren de woorden "aan de ambtenaar" te worden vervangen door het woord "hem".

2. In 6° behoren de woorden "onverminderd de bepalingen van artikel 94" te vervallen aangezien er van dit voorbehoud reeds sprake is in de inleidende volzin van de ontworpen bepaling.

Artikel 89.

In het tweede lid behoort er te worden geschreven : "... zijn aanspraken op bevordering of op een hogere wedde".

Artikel 90.

In de Franse tekst van 3° behoren de woorden "convenance personnelle" in het enkelvoud te worden geschreven.

Artikel 93.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Hij moet binnen de door de minister of diens gemachtigde gestelde tijd, de hem toegewezen dienst opnemen".

Artikel 94.

1. In artikel 94, 1°, van het ontwerp wordt bepaald dat "ambtshalve en zonder opzegging ... uit hun ambt (worden) ontslagen ambtenaren die niet regelmatig benoemd werden".

Een zodanige formulering die is ingegeven door artikel 112, 1°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel houdt geen rekening met de wijziging die in deze bepaling is aangebracht door het koninklijk besluit van 22 november 1991 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, om de rechtszekerheid te garanderen en een einde te maken aan de discussie die heeft kunnen rijzen met betrekking tot het begrip intrekking van bestuurshandelingen.

Eveneens ter wille van de rechtszekerheid moet de nieuwe formulering van het eerder genoemde artikel 112, 1°, als model worden genomen.

3. De door artikel 94, 5°, voorgeschreven straf, namelijk het ambtshalve ontslag zonder opzegging, welke wordt opgelegd wanneer de ambtenaar artikel 22, eerste lid, van het ontwerp overtreedt, is niet in overeenstemming met de tuchtregeling die door artikel 26 van het ontwerp wordt geregeld.

De bepaling onder 5° moet derhalve vervallen.

4. In punt 6°, dat 5° wordt, is het nummer van het artikel van het ontwerp waarnaar wordt verwezen verkeerd : het betreft artikel 93 en niet artikel 86. Doordat de nummering van de bepalingen van het ontwerp, zoals gezien, moet worden aangepast, moet de bepaling van artikel 93 van het ontwerp evenwel onder het definitieve nummer worden vermeld.

Artikel 95.

Rekening houdend met de opmerking die in verband met artikel 94, 5°, is gemaakt moet de bepaling vervallen.

Artikel 96.

1. In punt 1° behoort er te worden geschreven :

"1° het vrijwillig ontslag, in welk geval de ambtenaar ... mag verlaten".

2. Het is de bedoeling dat artikel 96, 2°, artikel 112, 9°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel overneemt. Die bepaling is evenwel opgeheven.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat 2° kan vervallen.

3. Rekening houdend met de opmerking die gemaakt is in verband met de beoordeling "slecht" (artikel 39 van het ontwerp), moet 3°, b), vervallen en moet de inrichting van het artikel dientengevolge worden herzien.

Artikelen 97 en 98.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Art. ... . Deze titel is van toepassing op de ambtenaren die bij het instituut worden benoemd ter uitvoering van artikel 74 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De lijst van de graden die overeenstemmen met de ambten bedoeld in artikel 74, eerste lid, van de eerder genoemde wet is opgenomen in bijlage III.

De graden van niveau 1 vermeld in die bijlage ... (voorts zoals in het ontwerp)".

"Art. ... . In afwijking van artikel (75) :

1° behouden de ambtenaren ...;

2° worden de diensten ...;

3° wordt de graadanciënniteit ...

.../...

De ambtenaren bedoeld ... met toepassing van artikel 74, eerste lid, van de eerder genoemde wet van 21 maart 1991 ...".

Artikelen 99 en 100.

Rekening houdend met het onderwerp van die twee artikelen, moeten deze worden voorafgegaan door de volgende titel : "Titel XVI. - Slotbepalingen".

Bijlagen.

In bijlage V, die bijlage III wordt, moeten de woorden "beoogd in artikel 90" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 97".

---

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE,
Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De heren : C.-L. CLOSSET, kamervoorzitter,
R. ANDERSEN, staatsraden,
J. MESSINNE,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,
F. DELPEREE,
Mevrouw : J. GIELISSEN, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT,

C.-L. CLOSSET.

DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.